

Corrigé exercice 07.01 : Cas Créances

Il est particulièrement important de bien maîtriser le fait générateur des créances. Cet exercice doit vous y aider.

1. Prestations de services

Le fait générateur de la créance est l'exercice **d'achèvement** de la prestation, soit l'exercice N. La créance doit être comptabilisée en N même si son règlement n'intervient qu'en N+1.

2. Vente de marchandises

Pour les ventes, l'exercice de rattachement est celui au cours duquel intervient la **livraison** des biens. La livraison se définit par référence au concept de droit civil de délivrance : il s'agit du transport du bien « *en la puissance et possession de l'acheteur* » (Code civil art. 1604). La délivrance s'opère pour les effets mobiliers par la remise de la chose. En l'espèce, le bien rentre en la possession de l'acheteur, la société Pilou, le 3 janvier N+1. Toutefois, s'il s'agit d'une vente départ, la créance est acquise lors de la sortie du magasin du vendeur, le transport étant à la charge et aux risques de l'acheteur ; En revanche, s'il s'agit d'une vente franco de port, la créance est acquise au vendeur après le transport des marchandises.

Nous considérons qu'il s'agit d'une vente franco de port : la créance est par conséquent à rattacher à l'exercice N+1.

3. Vente à l'essai

Les créances correspondant aux ventes sous condition suspensive (ventes à l'essai, par exemple) sont rattachées aux résultats de l'exercice au cours duquel la condition se réalise. Il convient de considérer que dans le cas présent, c'est à la fin des essais de navigation que la condition suspensive est levée, soit en février N+1.

La créance est à comptabiliser au titre de l'exercice N+1.

4. Vente avec clause de réserve de propriété

Lorsque la vente est assortie d'une clause de réserve de propriété, la livraison s'entend de la remise matérielle du bien. Les biens vendus ne font plus partie des stocks et le bénéfice correspondant est imposable sans qu'il convienne d'attendre le transfert de propriété qui est différé jusqu'au paiement intégral du prix par l'acquéreur.

La créance est à comptabiliser au titre de l'exercice N.

5. Subvention d'équipement

Les subventions d'équipement peuvent bénéficier d'un dispositif d'étalement (subventions d'investissement en comptabilité). Il s'agit des subventions accordées par l'Union européenne, l'Etat, les collectivités publiques ou tout autre organisme public.

L'étalement est réservé aux subventions utilisées pour la création, l'acquisition ou le financement par crédit-bail d'immobilisations déterminées, c'est-à-dire identifiées précisément dans la décision

d'octroi de l'aide. Ce régime est **optionnel** et les entreprises peuvent, si elles y ont intérêt (entreprise déficitaire par exemple), rattacher les subventions aux résultats de l'exercice en cours à la date de leur attribution. Le choix effectué constitue une **décision de gestion** opposable.

La subvention servant à financer une immobilisation amortissable, elle doit être réintégrée aux bénéfices imposables au même rythme de l'amortissement de cette immobilisation. Il s'agit du rapport existant entre la dotation annuelle aux amortissements pratiquée et le prix de revient de l'immobilisation.

Le bien ayant été fabriqué depuis le 1^{er} janvier 2010, le coefficient applicable s'élève à 1,75.

La première annuité se détermine ainsi :

$$N : 120\,000 \times 35\% \times 2/12 = 7\,000$$

La quote-part de subvention rapportée au résultat s'élève à $7\,000 \times 30\,000 / 120\,000 = 1\,750$ €

Si l'on raisonne sur l'ensemble de la période :

Le plan d'amortissement est le suivant : (N = 2017)

VALEURS À SAISIR		VALEURS CALCULÉES			
Désignation	Matériel indust				
Base amortissable	120 000,00 €	Prorata 1 ^{ère} année	2 mois	Fin amortissement	2021
Date d'acquisition	30/11/2017	Année d'acquisition	2017	Taux linéaire :	20,00%
Date début d'exercice	01/01/2017	Fin 1 ^{er} exercice	31/12/2017	Coef. dégressif :	1,75
Durée de vie	5 ans	Fin dernier exercice	31/12/2021	Taux dégressif :	35,00%
Années	Taux linéaire	Taux dégressif	VNC début	Annuité	VNC fin
2017	20,00%	35,00%	120 000,00	7 000,00	113 000,00
2018	25,00%	35,00%	113 000,00	39 550,00	73 450,00
2019	33,33%	35,00%	73 450,00	25 707,50	47 742,50
2020	50,00%	35,00%	47 742,50	23 871,25	23 871,25
2021	100,00%	35,00%	23 871,25	23 871,25	-

Traitement de la subvention d'équipement relative au bien amortissable :

Hypothèse 1 : Si l'entreprise Bricole a un intérêt (exercice déficitaire, par exemple) à rattacher la subvention au titre de l'exercice d'octroi, elle peut soumettre en N la somme de 30 000 € à l'impôt.

Hypothèse 2: Si l'entreprise Bricole n'impose pas la subvention en totalité au cours de l'exercice N, elle réintègre la subvention proportionnellement aux amortissements pratiqués sur le bien, soit :

Exercice	Amortissements pratiqués	Fraction de la subvention à réintégrer
N	$120\,000 \times 35\% \times 2/12 = 7\,000$	$7\,000 \times 30\,000 / 120\,000 = 1\,750$
N+1	$(120\,000 - 7\,000) \times 35\% = 39\,550$	$39\,550 \times 30\,000 / 120\,000 = 9\,887,50$
N+3	$(120\,000 - 46\,550) \times 35\% = 25\,707,50$	$25\,707,50 \times 30\,000 / 120\,000 = 6\,426,87$

N+4	$(120\,000 - 72\,257,50) \times 50\% = 23\,871,25$	$23\,871,25 \times 30\,000 / 120\,000 = 5\,967,81$
N+5	$(120\,000 - 72\,257,50) \times 50\% = 23\,871,25$	$23\,871,25 \times 30\,000 / 120\,000 = 5\,967,82$
TOTAUX	120 000	30 000

6. Vente sous condition résolutoire

Lorsqu'une vente est consentie sous condition résolutoire, le **transfert de propriété est immédiat** comme si le contrat était pur et simple mais la vente se trouve annulée si la condition prévue audit contrat se réalise ultérieurement (en l'espèce le défaut de financement pour l'acheteur). Par suite, en cas de vente sous condition résolutoire, la créance doit être rattachée aux recettes imposables de l'exercice au cours duquel cette vente a été conclue, et s'il y a lieu, comme le prévoit l'article 38-2 *bis* du CGI, la livraison effectuée.

Si, ultérieurement, la condition se réalise, l'annulation de la vente affectera les résultats de l'exercice au cours duquel elle se sera produite, sans entraîner pour autant la révision de l'imposition légalement établie au titre de l'exercice correspondant à la date de livraison.

Selon un avis publié par l'Ordre des experts comptables, si un risque remet en cause la prise en compte du produit (par exemple, un client en proie à de grosses difficultés financières), la vente sera enregistrée mais elle sera complétée par une provision pour risque de sorte que le résultat soit nul. Au cas présent, le produit de 50 000 € sera neutralisé par une provision de même montant. Sur le plan fiscal, il n'y a rien à faire, le produit qui doit être comptabilisé est imposable au titre de l'exercice N et la provision comptabilisée est déductible dès lors qu'elle remplit les conditions de fond et de forme (voir chapitre 10).

7. Créance douteuse

En principe, lors d'une livraison de biens, la créance est considérée comme certaine à la date de livraison (art. 38.2 *bis* du CGI). Cependant, lorsque le recouvrement d'une créance semble incertaine au regard de la situation difficile du débiteur (ici procédure de redressement judiciaire), la société titulaire de la créance peut constituer une provision à hauteur du montant qu'elle estime irrécouvrable.

Pour être fiscalement déductible, cette provision doit respecter les conditions suivantes :

- Elle doit être destinée à faire face à une perte déductible (ici la perte d'un profit est déductible),
- La perte doit être nettement précisée : le montant de la perte doit pouvoir être évalué avec une approximation suffisante (estimation en % du montant de la dette qui paraît irrécouvrable),
- La perte doit être probable (la situation de redressement judiciaire donne son caractère probable à la perte),
- Les événements en cours à la date de la clôture rendent probable la perte,
- La provision doit être constatée dans les écritures.

La provision est constituée sur le montant HT de la créance.

Par la suite, le comptable devra enregistrer cette provision. Il peut, par exemple, estimer que la société ne pourra récupérer que 50% de sa créance. Dans ces conditions, une provision de $(15\,000 \text{ € TTC} / 1.200) \times 50\% = 6\,250 \text{ €}$ sera comptabilisée dans les comptes et sera déductible fiscalement.

Si la créance ne peut être récupérée, et que le comptable en a la certitude, il convient de déduire une perte définitive.

8. Travaux d'entreprise

Pour les travaux, la créance est acquise au titre de l'exercice de la réception qui correspond à l'acceptation des travaux par le maître de l'ouvrage. En l'espèce, la réception étant intervenue en N, il s'agit d'une créance acquise au titre de l'exercice N : ce produit doit être ajouté au résultat de l'exercice clos en N, et c'est à tort que le comptable l'a porté en compte d'attente.

Concernant l'acompte reçu pour des travaux qui doivent démarrer en N+1, en application du principe rappelé ci-avant, il n'a aucune incidence sur le résultat imposable. L'entreprise constatera comptablement et fiscalement un produit au jour de la réception des travaux. Le résultat de l'exercice N n'est donc pas affecté par cet acompte.

Rappelons que l'administration fiscale autorise les entreprises du bâtiment et de travaux publics à comprendre dans les produits d'exploitation le montant des créances devenues exigibles au cours de l'exercice, telles qu'elles apparaissent sur les « situations de travaux » établies avant la date de clôture de l'exercice, à la condition que les travaux soient exclus du poste « travaux en cours ».

Nous considérerons que ce choix n'a pas été effectué par la société Sarlet.